

# STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

# Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 9 JANVIER 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA  
Stratège en chef du marché

## Tout comprendre des tendances de 2026

« *Le changement est la loi de la vie. Et ceux qui ne regardent que le passé ou le présent sont certains de rater leur avenir.* »

– John F. Kennedy

**Le fil conducteur :** L'année 2025 a été riche en tendances, inquiétudes et surprises, dont bon nombre seront encore présentes en 2026. Certains thèmes étaient issus des périodes précédentes, tandis que d'autres ont définitivement modifié certaines trajectoires. Tous ces rouages et les changements qu'ils apportent peuvent laisser les investisseurs perplexes. Nous décortiquons les tendances pour mieux les comprendre.

### Une nouvelle année de contrastes

Les actions mondiales ont dominé les manchettes en 2025 et inscrit un gain de plus de 20 % pour une troisième année d'affilée (selon l'indice MSCI Monde tous pays). À l'aube de la nouvelle année, les investisseurs semblent tiraillés : d'un côté, la meilleure visibilité des échanges commerciaux, de la fiscalité et des politiques (et le raffermissement des données fondamentales) incite à l'optimisme, mais de l'autre, la forte ascension du marché, qui a porté les prix à des sommets, soulève des préoccupations. La plupart des stratégies prévoient une autre année de gains, ce qui ajoute à la nervosité. Les investisseurs sont également optimistes; un récent sondage a révélé que plus de 60 % d'entre eux anticipent une autre hausse de plus de 20 %.

Bien que nous n'aimions pas nous fier aux prévisions consensuelles (nous préférons les projections fondées sur des données fondamentales souvent négligées), nous constatons une foule de facteurs qui font pencher la balance du côté optimiste. Tout d'abord, les sociétés dans leur ensemble ont démontré leurs capacités à surmonter les nombreux événements des dernières années, en s'adaptant aisément à presque tout ce qui s'est dressé sur leur chemin. Les pays ont eux aussi changé rapidement de direction lors d'élections, ainsi qu'en ce qui concerne la sécurité et l'approvisionnement, et l'augmentation des dépenses budgétaires.

Maintenant que bon nombre des facteurs économiques et politiques les plus perturbateurs sont sans doute passés (ou du moins atténués, offrant ainsi un peu plus de visibilité) et qu'une foule d'influences plus favorables se profile à l'horizon, il est difficile de ne pas adopter des perspectives positives. Voici certains enjeux auxquels, selon nous, les marchés devront faire face au cours de la prochaine année (la liste n'est pas classée par ordre d'importance).

**Intelligence artificielle** – L'IA et une foule de facteurs connexes (investissements dans les centres de données, percées technologiques concurrentielles, commandes de composants, signes d'amélioration des marges et de la productivité, cas d'utilisation vérifiables) continueront de dominer, d'autant plus que la période de publication des résultats approche à grands pas. Les bénéfices des sept magnifiques en particulier seront scrutés à la loupe. L'activité sur le marché a déjà commencé à s'élargir, ce qui est nécessaire. Durant les premières séances de 2026, les titres des sept

magnifiques ont reculé d'un demi-pour cent, tandis que l'indice S&P 500 équilibré a pris près de 2 %. L'indice Russell 2000 (qui sert d'indicateur pour les rendements des actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation) a progressé de près de 4 %. De même, le secteur le plus performant au quatrième trimestre de 2025 a été celui des soins de santé – et non la technologie – et le PAPE le plus important de l'année a été celui de Medline, une société des soins de santé. Néanmoins, nous nous attendons à ce que les thèmes de l'IA continuent de dominer et éventuellement à ce qu'une ou deux hectocornes (sociétés fermées dont les valorisations dépassent 100 milliards de dollars) procèdent à leurs premiers appels publics à l'épargne (PAPE).

**Bulle** – Les préoccupations demeurent élevées, mais nous croyons qu'elles sont exagérées. Il n'y a pas de véritable frénésie, qui verrait tous les titres s'apprécier quoi qu'il arrive. D'un autre côté, les investisseurs ont fait preuve de discernement, en récompensant ou en pénalisant les actions d'un même secteur en fonction des données fondamentales et non simplement parce qu'elles faisaient partie de ce secteur.

**Consommation** – Elle génère plus de la moitié du PIB canadien et les deux tiers du PIB américain. Les consommateurs ont continué de dépenser, même lorsqu'ils étaient mécontents, tant qu'ils ont conservé leur emploi ou que leurs actifs (maison, portefeuille) se sont appréciés. Les sondages sur la confiance des consommateurs divergent fortement des dépenses réelles; il vaut donc mieux se concentrer sur ce que les consommateurs font et non sur ce qu'ils disent.

**Dollar** – Après de nombreuses années de rendement supérieur, le billet vert s'est déprécié face à la plupart des grandes devises en 2025. Certes, cette réorientation était en partie attendue. Cependant, ce déclin remet en question le statut de monnaie de réserve du dollar. Plus de la moitié des opérations mondiales sont souscrites en dollars. Aucune autre monnaie n'a la profondeur ou l'ampleur nécessaire pour le remplacer entièrement, du moins pour le moment. Nous nous attendons à ce que la recherche de monnaie de substitution se poursuive.

**Bénéfices** – Ils devraient encore progresser d'au moins 10 % en 2026. Rappelons qu'au troisième trimestre de 2025, les sociétés de l'indice S&P 500 ont enregistré des hausses de plus de 8 % de leur chiffre d'affaires et de plus de 13 % de leurs bénéfices. La publication des résultats du quatrième trimestre devrait commencer la semaine prochaine. Les quatre à six prochaines semaines

nous diront donc si la vigueur des chiffres d'affaires et des bénéficiaires s'est maintenue (et s'il y a eu une accélération). Les sociétés continuent de mettre l'accent sur les marges, ce qui donne à penser que des hausses de revenus supérieures aux attentes peuvent accroître considérablement le résultat net.

**Fed** – Tout ce qui concerne la banque centrale américaine, qu'il s'agisse de son président, de ses membres ou de la justification (politique ou économique) des baisses de taux ou de leur arrêt, focalisera l'attention. Le président Donald Trump doit annoncer d'un jour à l'autre son choix pour le poste de président de la Fed.

**Réorientation mondiale** – Le changement qui touche les chaînes d'approvisionnement, les relations avec la clientèle et les investissements étrangers directs se poursuivra.

**Refonte de l'hémisphère** – Cet enjeu continuera de faire les gros titres. Les États-Unis ont exprimé haut et fort leur intention de se recentrer sur des activités qui les concernent plus directement, notamment lors de divers rassemblements mondiaux (G20, FMI, Banque mondiale). Ce changement d'orientation a culminé la semaine dernière au Venezuela. Dans le même ordre d'idée, la Chine a intensifié ses activités par rapport à Taiwan, ce qui a des répercussions sur les échanges commerciaux et les routes commerciales dans la région.

**Inflation** – Les politiques monétaires et l'inflation seront suivies de près, en particulier par les négociateurs de titres à revenu fixe. L'inflation est maîtrisée dans la plupart des pays développés et les banques centrales ont généralement mis fin aux baisses de taux. La Fed fait exception : les marchés à terme anticipent deux ou trois réductions supplémentaires cette année. La remise en question de la cible d'inflation de 2 % (cible fixe ou intermédiaire?) pourrait gagner en popularité une fois que le prochain président de la Fed sera nommé et que les nouveaux membres du comité de fixation des taux prendront leurs fonctions.

**Japon** – C'est le seul pays développé qui peine encore à juguler l'inflation. La hausse des taux de rendement des obligations d'État japonaises, qui exerce des pressions à la hausse sur les taux mondiaux, mérite d'être surveillée. Il conviendra également de surveiller de près les désaccords récents entre la Chine et le Japon au sujet du soutien à Taiwan. Ce différend pourrait avoir des répercussions sur l'expédition et la fabrication de composants technologiques clés.

**Courbe en K de la consommation, de l'économie et du marché** – La courbe sera atténuée par les remboursements d'impôt qui aident les consommateurs du dernier décile et encouragent une participation plus large aux marchés. Les petites entreprises pourraient profiter de l'amélioration des marchés des émissions, d'un déploiement de la technologie plus agile et de l'accès à la main-d'œuvre hautement qualifiée dont leurs grands concurrents se sont délestés.

**Endettement** – Les investissements consacrés à l'IA et financés par l'émission de titres de créance, en particulier, seront au centre de l'attention. Les sociétés (en particulier les plus grandes) affichent un bilan sain. Les écarts de taux sont toutefois serrés et les fonds tirés des titres de créance privés font l'objet d'une étroite surveillance après que plusieurs problèmes importants (bien qu' uniques) ont nui au secteur en 2025.

**Fusions et acquisitions** – L'activité devrait continuer de s'accélérer et comprendre des transactions de grande envergure ainsi qu'un financement accru. Selon Reuters, près de 70 transactions évaluées à plus de 10 milliards de dollars ont eu lieu en 2025; plusieurs grandes banques d'investissement ont généré des frais de plus de 1 000 milliards de dollars chacune<sup>11</sup>. Les transactions engendrent plus de transactions lorsque l'argent est recyclé et que les entreprises sont vendues ou rationalisées.

**Déclaration sur la sécurité nationale** – La politique intérieure et étrangère des États-Unis continuera de dominer les manchettes, comme le montre la récente déclaration sur la sécurité nationale. Cette déclaration, tirée en grande partie du Projet 2025, établit un cadre pour le changement de cap concernant l'hémisphère et un certain nombre de questions sociales. En général, les

marchés boursiers font abstraction des machinations géopolitiques, tant que celles-ci n'ont pas d'incidence sur des secteurs précis (énergie, technologies, terres rares) ou les voies d'approvisionnement.

**Performance supérieure** – Les secteurs de la technologie et des services de communications pourraient voir leur rendement supérieur diminuer une fois que d'autres meneurs apparaîtront.

**Repli** – La rotation des meneurs pourrait entraîner une baisse (les reculs sont la norme, et non l'exception).

**Informatique quantique et robotique** – Ces segments devraient bénéficier de rotation des meneurs. Cette transition touchera d'autres secteurs, y compris les finances, l'industrie, la biotechnologie et les soins de santé, entre autres, qui profiteront des modifications apportées aux lois fiscales (p. ex., radiation immédiate des dépenses de recherche et développement), de la déréglementation et de la délivrance de permis plus rapide.

**Dépenses en sécurité** – Ce type de dépenses (y compris celles consacrées à la cybersécurité, aux infrastructures et à la stabilité du réseau, l'assurance des expéditions et la durabilité) continuera d'augmenter à mesure que les pays accroissent leurs engagements et que les entreprises s'efforcent de plus en plus d'éviter les malfaiteurs avisés (et aidés par l'IA), en particulier pendant une année d'élections controversées.

**Politique sur les tarifs douaniers et le commerce** – La clarification se poursuit. Le taux global des tarifs est nettement plus élevé qu'à la même période l'an dernier, mais beaucoup plus bas qu'après le Jour de la libération, le 2 avril 2025. Le remaniement de l'AEUMC/ACEUM dominera les activités en 2026. Nous nous attendons à de gros titres alarmants soulignant le pire scénario, comme pour le Jour de la libération.

**Obligations du Trésor américain** – Ces titres, et plus particulièrement l'obligation à 10 ans qui sert d'indicateur, continueront d'exercer leurs principales fonctions de rétroaction et nécessitent une surveillance étroite. Ce sera particulièrement vrai lorsque les nouveaux membres du Federal Open Market Committee chargé de fixer les taux prendront leurs fonctions et qu'un nouveau président succédera à Jerome Powell en mai.

**Volatilité** – Bien qu'elle ait été faible, la volatilité pourrait s'intensifier en raison des nombreuses prévisions optimistes, des valorisations élevées et des objectifs encore plus élevés des sociétés du secteur de la technologie et de l'intelligence artificielle. Une légère déception pourrait faire chuter rapidement les valorisations.

**Monde** – Les indices boursiers ont dépassé les attentes en 2025 et pourraient bien faire de même en 2026, surtout si le dollar s'affaiblit davantage et que les dépenses consacrées à la défense, aux infrastructures et à la sécurité font grimper la croissance du PIB partout sur la planète.

**Attentes** – Les prévisions de gains boursiers continus sont élevées, malgré la volatilité.

**Taux de rendement** – Ils sont restés stables sur les marchés des titres à revenu fixe, même si par rapport à leur croissance, la plupart des pays développés affichent des déficits plus élevés qu'il y a cinq ans (avant la pandémie). Des indices subtils montrent ici et là que les experts ont les obligations à l'œil, surtout celles à long terme, mais, jusqu'à présent, ils ont fait preuve de tolérance à l'égard de l'augmentation des dépenses budgétaires mondiales.

## Répercussions pour les investisseurs

**Repos** – L'année à venir ne sera probablement pas de tout repos, compte tenu de tous les éléments décrits ci-dessus. Cela dit, les marchés ont bien fonctionné en 2025, faisant preuve de résilience et d'adaptabilité.

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

### Cette semaine

**La géopolitique américaine fait de nouveau les manchettes** – La publication, le mois dernier, d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale a entraîné d'importants changements à la politique étrangère américaine. Le président a appelé à un retour à la doctrine Monroe de 1823, qui considérait l'hémisphère occidental comme la principale sphère d'influence des États-Unis. L'intervention militaire dirigée par les États-Unis au Venezuela la fin de semaine dernière, qui a culminé avec l'arrestation d'un dictateur et les efforts pour contrôler la destinée politique et économique du pays, marque le début d'une nouvelle doctrine « Donroe ». Parmi les objectifs énoncés de la stratégie de sécurité nationale, mentionnons la réduction de l'influence chinoise en Amérique latine, ainsi que l'identification d'occasions d'investissement stratégiques pour les sociétés américaines. Le Venezuela présente une occasion de faire progresser les deux objectifs simultanément.

Le président Donald Trump a utilisé le mot « pétrole » à plus de 20 reprises dans son discours à la nation prononcé samedi matin pour annoncer l'arrestation du président vénézuélien Nicolás Maduro. Le gouvernement y voit une occasion pour les sociétés énergétiques américaines d'investir des milliards de dollars pour relancer l'industrie pétrolière vétuste du Venezuela. Cette occasion se présente au détriment de la Chine : environ le tiers de la production pétrolière du Venezuela est actuellement consacré au remboursement de sa dette à Beijing. La Chine investit massivement dans le secteur de l'énergie du Venezuela depuis 1997; son empreinte s'est ensuite élargie aux télécommunications, aux ports et aux infrastructures ferroviaires. Si l'administration Trump peut faire passer le Venezuela à un régime plus favorable à Washington, la Chine pourrait perdre ces investissements. Tant qu'il n'y aura pas de stabilité politique au Venezuela, il pourrait être difficile pour les sociétés américaines de déployer des capitaux à grande échelle, et la Chine continuera d'espérer conserver son influence dans le pays.

### Les marchés boursiers canadiens ont terminé l'année 2025 de belle façon

– Les marchés canadiens ont terminé l'année en hausse; l'indice composé S&P/TSX a progressé de 31,7 % en 2025. Le secteur des matières premières a mené le bal, bondissant de plus de 100 % et contribuant environ au tiers du rendement global de l'indice. Les services financiers ont également enregistré de solides rendements, contribuant aussi à un tiers des gains. Tous les secteurs ont terminé en territoire positif, mais l'industrie et l'immobilier ont particulièrement déçu.

**Le PIB du Canada ralentit** – Statistique Canada a indiqué que l'économie canadienne s'est contractée de 0,3 % en octobre après la série de faibles données publiées au cours du mois. Les données provisoires de novembre montrent un modeste rebond de 0,1 % après un mois d'octobre morose. Même si le secteur de l'éducation se remettra de la perturbation temporaire, Statistique Canada souligne que les secteurs des mines et de la fabrication devraient encore reculer. Les ventes au détail au Canada ont chuté de 0,2 % en octobre, un résultat un peu plus faible que prévu. Cependant, l'analyse préliminaire des données de novembre par Statistique Canada laisse entrevoir un solide rebond de 1,2 % à l'approche de la période des Fêtes. Les volumes des dépenses de détail ont chuté de 0,6 % en octobre, poursuivant une tendance mouvementée, mais qui se stabilise. Le groupe Études économiques BMO s'attend à ce que le PIB réel canadien augmente de 0,5 % au quatrième trimestre de 2025 et de 1,4 % en 2026.

**Le conflit se poursuit sur l'évolution future des taux aux États-Unis** – Le procès-verbal de la réunion de décembre du Federal Open Market Committee révèle que la trajectoire de l'inflation a été un point de litige. Les membres du comité essayaient de déterminer l'incidence des tarifs douaniers. Nombreux sont ceux qui croient que les effets des tarifs douaniers s'estomperont, mais d'autres craignent encore des répercussions plus importantes sur les prix finaux des biens. Le procès-verbal soulignait que les « perspectives à l'égard du marché de l'emploi étaient très incertaines », en raison d'un manque de clarté économique, des pressions liées au contrôle des coûts et des préoccupations quant à la politique d'immigration. La plupart des membres parlent du fait que des données montrent un « ralentissement continu » des marchés de l'emploi. Bien que la plupart d'entre eux aient voté en faveur de la réduction des taux en décembre, certains préféraient laisser les taux inchangés, alors que d'autres considéraient que la décision était bien équilibrée. Cela semble refléter une grande indécision quant à l'ampleur et au moment des prochaines réductions de taux; les risques de hausse de l'inflation et de baisse des marchés de l'emploi sont élevés. Le 1er janvier, la probabilité implicite que le FOMC laisse les taux inchangés à sa réunion de janvier s'établissait à un peu plus de 80 %.

**La Chine intensifie la pression sur Taïwan** – À la veille du jour de l'An, le président chinois Xi Jinping a déclaré : « La réunification de notre patrie, dans l'air du temps, est inarrêtable. » Ces commentaires font suite à une opération militaire de plusieurs jours appelée « Mission Justice 2025 », qui simulait une attaque contre Taïwan. Selon le ministère de la Défense nationale de Taïwan, la nation insulaire était entièrement entourée des forces navales, aériennes et roquettes chinoises, qui ensemble ont mené des exercices de tir réels et une simulation de « blocus et de contrôle intégrés ». Juste avant Noël, le département de la Défense des États-Unis a publié son rapport annuel sur l'armée chinoise. Selon ce rapport, l'Armée populaire de libération (APL) continue de progresser régulièrement vers ses objectifs pour 2027; plus précisément, elle doit être en mesure d'obtenir une « victoire stratégique décisive sur Taïwan ». Le rapport ajoute que « l'APL continue de peaufiner de multiples options militaires pour forcer l'unification de Taïwan par force brute ». La plus récente attaque simulée a probablement été déclenchée par un plan des États-Unis visant à fournir 11 milliards de dollars en nouvelles armes à Taïwan. The Global Times, un tabloïd chinois quotidien, a écrit que la vente « nuit gravement à la souveraineté, à la sécurité et à l'intégrité territoriale de la Chine ». Le sort de Taïwan est important pour plusieurs raisons évidentes. Le pays produit plus de 90 % des semi-conducteurs de pointe. La Chine a montré, dans le cas des métaux des terres rares, que lorsqu'elle contrôle une ressource mondiale importante, elle est en mesure de tirer un avantage important. Le même concept s'appliquerait également aux itinéraires importants de la chaîne d'approvisionnement. Le détroit de Taïwan sépare Taïwan de la Chine, tandis qu'au sud, le détroit de Luzon sépare Taïwan des Philippines. Ces voies maritimes essentielles relient le Japon et la Corée à la mer de Chine méridionale, ainsi qu'au Moyen-Orient et à l'Europe. La Chine pourrait causer un préjudice économique important au Japon et à la Corée si elle contrôle ces points de passage obligés.

## La semaine prochaine

La période de publication des résultats commence aux États-Unis, et plusieurs grandes banques publieront leurs résultats du quatrième trimestre. C'est une semaine riche en données, en particulier aux États-Unis, qui comprendra des données sur l'inflation des producteurs et des consommateurs, des sondages sur la confiance des petites entreprises, le livre Beige de la Fed et des indicateurs clés de l'activité dans les secteurs du commerce de détail et de la fabrication.

**Lundi 12 janvier** – Rien de prévu

**Mardi 13 janvier** – Sondage sur l'optimisme des petites entreprises de la NFIB, IPC et déficit budgétaire aux États-Unis | Permis de construction au Canada

**Mercredi 14 janvier** – Ventes au détail, IPP, stocks des entreprises et livre Beige de la Fed aux États-Unis

**Jeudi 15 janvier** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, sondage sur la fabrication dans l'État de New York et Fed de Philadelphie aux États-Unis | Ventes du secteur manufacturier et de gros au Canada

**Vendredi 16 janvier** – Production industrielle et utilisation de la capacité aux États-Unis | Mises en chantier au Canada

## Fiche des données au 7 janvier 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 7 janvier 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	6 921	0,9 %	1,1 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	23 584	1,5 %	1,5 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	48 996	1,3 %	2,0 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2000	2 575	2,7 %	3,8 %	12,8 %	11,5 %	6,1 %
S&P/TSX	32 135	0,8 %	1,4 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	10 816	1,4 %	2,0 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	799	2,4 %	4,2 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		0,3 %	0,1 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,3 %	0,1 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,4 %	0,1 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,3 %	0,3 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,5 %	0,6 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,6 %	0,3 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		0,5 %	0,2 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,5 %	0,2 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'état						
	7 janvier 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,15 %	4,17 %	4,17 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,39 %	3,43 %	3,43 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,42 %	4,48 %	4,48 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	2,81 %	2,85 %	2,85 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,12 %	2,06 %	2,06 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 7 janvier 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	98,68	0,3 %	0,4 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,72 \$	-0,9 %	-1,0 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	91 007,95 \$	1,1 %	3,8 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 456,47 \$	2,9 %	3,2 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	55,99 \$	-2,3 %	-2,5 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

\*Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAEO (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

<sup>i</sup> <https://www.bloomberg.com/news/articles/2026-01-05/stocks-bull-run-set-to-mark-a-historic-2026-streak-market-pulse>

<sup>ii</sup> Goldman Sachs tops global M&A rankings with \$1.48 trillion in deals | Reuters